

Bourse à idées

Y a-t-il dans le monde un pays modèle, un système politique parfaitement mature, une orientation économique idéale qui traverserait les frontières, les cultures et les mentalités ? En ces temps de crise, où les finances des États européens sont en danger, l'Allemagne fait figure de bon élève, apprécié des examinateurs-agences de notation, pour avoir su gérer au mieux son budget, en évitant de creuser les déficits. Un sérieux que ses responsables veulent répandre autour d'eux. Le président Sarkozy, lors de son entretien télévisé de dimanche dernier, a cité à plusieurs reprises les succès de l'Allemagne comme sources d'inspiration pour la France. Au point d'étonner les Allemands eux-mêmes, pas tous convaincus de leur excellence.

La réussite germanique est donc à analyser dans les détails et, une fois ce bilan fait, il faut se demander si elle est transposable ailleurs : déracinée, une plante ne s'acclimate pas dans tous les terrains. Ce qui est sûr, c'est que dans une économie mondiale très interdépendante, l'autarcie n'a pas d'avenir. Mieux vaut ouvrir les yeux sur le jardin du voisin, pour y pêcher les bonnes idées et y prélever des boutures. Mais chaque pays a son histoire, son savoir-faire, ses choix politiques, son génie propre, oserait-on dire. Alléger les dépenses publiques, veiller à leur efficacité est un bon principe ; il ne suffit pas. Ainsi, une politique familiale coûte cher, mais cet argent répond à une ambition, à un investissement, faire en sorte que naissent de nombreux enfants qui assureront la vitalité du pays. Il est des économies stériles et d'autres fructueuses.

Humain, trop humain, chaque peuple lorgne volontiers vers ailleurs : le modèle scandinave, la vitalité américaine, la rigueur allemande, l'art de vivre français, l'élégance italienne font rêver. Idées reçues, autant que réalités éprouvées par la dureté des temps. Faisons le choix de la fertilisation croisée, plutôt que celui de l'uniformité. Ce que l'on attend de l'Union européenne, c'est une bourse aux bonnes pratiques et un accompagnement de ses institutions pour acculturer dans chaque pays membre ce qui servira son développement, la justice sociale et la solidarité. Pour que l'ensemble Europe apparaisse comme un... modèle, polyphonique, à imiter.

Dominique QUINIO

L'Allemagne, un modèle au banc d'essai

La réussite allemande en matière économique fait l'objet de débats dans le cadre de la campagne présidentielle.



AFP / THOMAS KIENZLE

Des ouvriers s'affairent sur une chaîne de montage dans une usine Mercedes en Allemagne.

Elle s'explique par des raisons multiples.

Passage en revue des points forts et des points faibles de l'économie allemande.

La réussite économique de l'Allemagne est l'un des grands thèmes de la campagne pour l'élection présidentielle française. Durant son intervention télévisée de dimanche pour présenter ses mesures destinées à restaurer la compétitivité de l'économie française, Nicolas Sarkozy s'y est constamment référé. À gauche, on est plus circonspect. Passage en revue des points forts et des points faibles de la première économie de la zone euro.

LES PLUS

Des dépenses publiques maîtrisées

Dès la fin des années 1990, Berlin a lancé une stratégie de réduction des dépenses publiques, « *passées de 48,4 % du PIB à 43,7 % entre 2003 et 2007* », relève l'Institut Thomas-More dans une étude datant de mai 2011, contre 52,7 % en France. En effet, « *l'Allemagne, décrypte François Ecalte, spécialiste de finances publiques à Paris I, estime qu'un État hypertrophié plombe l'emploi et la croissance* ».

Une opinion partagée par Isabelle Bourgeois. Selon cette chercheuse au Centre d'informations et de recherches sur l'Allemagne contemporaine (Cirac), « *Berlin recherche en permanence le bon équilibre entre la nécessaire intervention de l'État et le libre fonctionnement de l'économie. Le gouvernement accorde, par exemple, très peu de subventions directes aux entreprises* ».

Par ailleurs, complète François Ecalte, « *Berlin s'attache plus à l'efficacité de la dépense publique* » qu'à son montant. L'administration allemande a été modernisée, mais, surtout, le système de protection sociale a été profondément réformé : baisse de la durée d'indemnisation du chômage à un an (contre deux à trois ans avant) ; déremboursement de médicaments, report progressif de l'âge de départ à la retraite à 67 ans. Une stratégie subie, dénoncent toutefois ses détracteurs, par les couches les plus fragiles de la société, chômeurs, travailleurs pauvres...

Des exportations dynamiques

Parler de l'économie allemande, c'est forcément évoquer son formidable tissu de PME, le fameux *Mittelstand*, ces entreprises de 1 à 500 employés réalisant un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros maximum. Elles représentent la quasi-totalité des sociétés chez notre voisin d'outre-Rhin, emploient plus de 70 % des effectifs du privé et sont responsables de la moitié des investissements. Les 154 milliards d'excédents commerciaux de l'Allemagne en 2010, on les doit aussi au dynamisme de ces PME, largement tournées vers l'exportation et qui bénéficient d'un soutien des caisses d'épargne, fortement implantées au niveau régional.

Mais aussi à la tradition industrielle que le pays a su maintenir. Les industriels allemands, qui ont limité les hausses de salaires ces dernières années, ont intégré dans leur stratégie les pays de l'ancienne Europe de l'Est, dans la foulée de la réunification. C'est « *l'économie de bazar* » : en délocalisant la production des pièces (automobiles, par exemple) dans ces pays limitrophes, l'Allemagne a profité d'une main-d'œuvre qualifiée et à moindre coût, tout en conservant l'assemblage final, le marketing, et en consacrant les économies ainsi réalisées à la recherche et à l'innovation. Celle-ci représente, rappelle Jean-Michel Quatrepoint dans la revue *Le Débat* (janvier 2012), « *2,8 % du PIB en moyenne sur 2000-2008, contre 2,3 % en France* ». Une recherche et développement qui leur permet de conserver une avance technologique et de renforcer la spécialisation de leur production, au-delà d'une compétitivité fondée sur le seul critère du prix.

Un bon système éducatif

L'expression « *chômage des jeunes* » ne fait pas partie du vocabulaire allemand. Et pour cause. La proportion des moins de 25 ans en quête d'un emploi est identique à la moyenne nationale. « *En Allemagne, il y a une adéquation entre formation des jeunes et besoins du marché du travail*, explique Isabelle Bourgeois. *Le système d'apprentissage, par lequel passe 40 % d'une classe d'âge, est largement responsable de cette situation favorable. Et ce mode de formation concerne tous les secteurs d'activité, de l'industrie aux métiers tertiaires...* »

En Allemagne, l'apprentissage n'a rien d'une voie de garage, contrairement à la France. « *L'apprenti est reconnu, il a un statut social, une paie. Et les entreprises sont volontaires, elles ne reçoivent aucune subvention* », détaille Isabelle Bourgeois. Le système éducatif allemand se caractérise aussi par une grande souplesse dans la mesure où des passerelles permettent, à chaque étape, de passer d'un apprentissage à une formation généraliste, et vice versa.

Un dialogue social poussé

« *Les réformes structurelles dont l'Allemagne tire désormais profit ont réussi parce qu'elles n'ont pas été seulement dictées d'en haut. Elles sont aussi le fruit d'un effort collectif des entreprises, des partenaires sociaux et des Länder* », résume Daniel Gros, directeur du laboratoire d'idées (« *think tank* ») européen CEPS. De fait, comme le confirme aussi l'économiste Isabelle Bourgeois, la compétitivité de l'économie allemande est « *façonnée et favorisée par un certain mode de fonctionnement des institutions et des divers acteurs de la société* » fondé sur « *le dialogue et la coresponsabilité* ».

L'autonomie de négociation des partenaires sociaux est prévue par la Constitution. Ce dialogue social est construit autour des négociations par branches, comme pour le niveau des salaires et le temps de travail. Les syndicats sont ainsi responsabilisés. Pour eux, le recours à la grève n'est qu'une arme de dernier ressort et le compromis, une sortie de conflit honorable.

L'organisation fédérale du pays pousse aussi à ce partage des responsabilités. Entre l'État fédéral et les 16 Länder mais aussi au sein de chacune de ces entités. Comme le signale Isabelle Bourgeois, « *ni la chancelière, ni un ministre président ne sont habilités à décider seuls* ».

LES MOINS

Précarité et pauvreté en hausse

Le modèle allemand présente des « failles croissantes », font valoir ses détracteurs. Les bons chiffres du chômage, à son plus bas niveau depuis vingt ans (7,1 % de la population active), s'accompagnent d'une précarité accrue. D'après le bureau fédéral de l'emploi, sur 41,6 millions d'actifs en poste, un quart sont des emplois non soumis à cotisations sociales : les « mini-jobs » (payés 400 € par mois), les jobs à un euro de l'heure (exercés par les chômeurs n'ayant plus droit aux indemnités chômage)...

D'après l'institut de recherche DIW, dans un pays qui ne dispose pas de salaire minimum interprofessionnel, 1,2 million de personnes percevaient, en 2010, un salaire horaire égal ou inférieur à 5 € brut (smic en France : 8,5 €). Le nombre de travailleurs pauvres et le taux de pauvreté sont en hausse. « *Il y a des gens qui ont deux ou trois emplois et qui ont quand même trop peu dans le porte-monnaie. Ce n'est pas concevable dans une société qui se veut humaine* », a reconnu la chancelière Angela Merkel en novembre. L'an passé, un rapport de l'OCDE a mis en avant le creusement des inégalités de revenus outre-Rhin depuis l'an 2000, en raison notamment de la montée du travail à temps partiel.

Un pays vieillissant

Avec plus de 81,7 millions d'habitants, l'Allemagne reste le pays le plus peuplé de l'Union européenne. Mais cette force démographique décline. Des années consécutives de faible natalité, conjuguée à une espérance de vie toujours en progrès, font de l'Allemagne un pays vieillissant. Environ 17 millions de personnes y ont 65 ans ou plus. À l'échelle du pays, ces « seniors » représenteront près de 30 % de la population à l'horizon 2030, selon un récent rapport des statistiques allemandes, pour qui « *le marché du travail, le secteur de la santé et des soins de longue durée, les infrastructures et la protection sociale vont devoir s'ajuster* » à une société vieillissante.

Une des causes de la faible fertilité persistante (1,36 enfant par femme en moyenne) s'explique par le manque de structures de garde d'enfants. Les Allemandes doivent se mettre plus souvent à temps partiel dès le premier enfant qu'ailleurs en Europe.

L'immigration ne compense pas une croissance naturelle négative. Et la vive polémique née à partir du pamphlet du social-démocrate Thilo Sarrazin, L'Allemagne court à sa perte en 2010, sur l'islam outre-Rhin, a rappelé les difficultés d'intégration des populations étrangères.

Une stratégie non coopérative

« *Prise dans une fuite en avant darwinienne vers la compétitivité, l'Allemagne refuse de voir que son modèle n'est ni viable à long terme, ni exportable à la totalité des pays de la zone euro.* » Selon les auteurs d'Inévitable protectionnisme (1), la stratégie allemande est non coopérative et n'a fonctionné que parce que la fourmi germanique a bénéficié du marché constitué par les cigales européennes, en particulier les pays du sud de l'Europe. De fait, plus de la moitié des excédents commerciaux allemands ont été réalisés, en 2010, au sein de la zone euro.

Si la qualité du « made in Germany » est incontestable, la compression salariale engagée par Berlin depuis 2000 lui a aussi permis de gagner des parts de marché sur le Vieux Continent car les voisins, qui n'ont pas comprimé les salaires, avaient les moyens d'acheter tandis que les ménages allemands, eux, devaient se serrer la ceinture.

« Les excédents allemands ne sont que l'autre face des déficits des autres pays européens dont le modèle repose davantage sur la consommation », note l'ouvrage Inévitable protectionnisme. « *Si tous les pays engageaient une telle stratégie simultanément, fait valoir un économiste, il n'y aurait plus d'acheteurs et on se dirigerait vers une dangereuse spirale déflationniste !* »

(2) Inévitable protectionnisme, Le débat – Gallimard, 246 p., 17,9 €

MARIE DANCER ET SÉBASTIEN MAILLARD